

longueur du rivage. Ce jugement permet d'ouvrir à Gland 24 sur 30 propriétés grevées d'une servitude. Il déboute la famille Labouchère (membres du Comité pour la vérité sur les rives glandoises). Ce comité ainsi que la Municipalité et le canton connaissent à présent l'unique vérité.

Le tribunal confirme par exemple l'importance:

- de l'égalité de traitement des propriétaires riverains: «... Cela présuppose cependant, de la part de l'autorité, la volonté d'appliquer correctement à l'avenir les dispositions légales en question»;
- de la loi sur le marchepied: «Il doit être laissé, le long de la rive des 6 lacs principaux vaudois, et sur une largeur de 2 m, un espace libre de toute construction ou autre obstacle...» (sans aucune expropriation ni compensation financière);
- de différentes lois fédérales et cantonales qui précisent l'exigence suivante du législateur «de tenir libres les bords des lacs et des cours d'eau et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci», «que les chemins de randonnée pédestre desservent notamment les zones propices à la détente... (rives, etc.)», et «d'améliorer les possibilités d'accès pour la population locale et les touristes, et d'assurer, dans la mesure du possible, un cheminement continu sur l'ensemble des rives des lacs vaudois directement au bord du lac».

Ce sont les mots du tribunal, pas de l'association Rives publiques!

Victor von Wartburg,
président fondateur
de Rives publiques

Pas besoin de traverser les jardins des autres

Depuis le temps que Gland «négocie» un accès au lac... Où est le problème de nos chers politiciens? La ville possède actuellement déjà environ 1 km au bord du lac! On l'aurait presque oublié... La belle forêt communale se trouve entre une propriété privée et le golf, «pieds dans l'eau», sauf qu'il va falloir aménager un accès pour les familles! Car le sentier de la forêt chemine sur un mur qui rend l'accès à l'eau difficile, surtout si on veut aller se baigner avec des petits enfants, le pousse-pousse et le pique-nique!

La ville ne se la joue-t-elle pas un peu facile en taxant les propriétaires des domaines «d'égoïsme»? Il ne faut pas oublier que ces belles parcelles étaient à vendre, et Gland n'a pas fait d'offres!

Il faut cesser de pleurer et aménager ces bords qui lui appartiennent! Rendre ce coin encore plus beau et offrir ainsi aux Glandois 1 km de balade avec la plage, et cela, sans devoir traverser les jardins des autres!

Andréa Goelz,
Le Muids

Gland A chacun sa vérité

«Comité pour la vérité sur les rives glandoises». Cela résonne comme les noms des partis dans les régimes totalitaires. Pas d'opinion affichée par le choix de cette dénomination. Pas de place pour le débat, mais l'assurance de détenir LA vérité. De ce fait, il devient difficile pour les citoyens de se positionner contre cette «vérité». Le plan directeur détermine le cheminement au bord du lac. Le comité pour la vérité sur les rives glandoises affirme qu'il n'est pas contraignant pour les propriétaires. C'est vrai. Passer sous silence le fait qu'il l'est pour les autorités et lie totalement celles-ci (art. 9 al. 1 LAT), n'est-ce pas mentir? La Municipalité de Gland se devait de respecter le plan directeur lors des négociations d'un passage avec le propriétaire de La Crique, comme elle se doit de prendre toutes les mesures pour le concrétiser dans les meilleurs délais. Proposer un tracé duquel on ne voit pas une seule fois le lac, c'est s'éloigner d'une manière inadmissible des intentions du législateur et de la volonté des citoyens, tout en cherchant à tromper ceux-ci. (...)

Charlotte Gabriel, conseillère communale à Gland et membre du comité référendaire «Halte à la confiscation des rives glandoises»

Une loi toujours bafouée

Légaliser un PPA permet à un propriétaire de bénéficier d'avantages. C'est le cas pour celui de La Crique: le nouveau PPA voté par le Conseil communal en juin dernier lui offre de construire deux bâtiments de 1000 m² au sol et de 15 m de hauteur.

Légaliser un PPA donne l'opportunité aux autorités de négocier avec le propriétaire une servitude utile à la population. Notamment un passage qui soit la porte d'entrée pour l'accès aux rives du lac.

Or, la Municipalité s'est contentée d'entériner une servitude déjà acquise en 1984 lors du premier PPA, soit un cheminement au nord qui débouche sur une route goudronnée ouverte à la circulation et sans aucune vue sur le lac. Alors que les propriétés au bord du lac sont presque toutes grevées de servitudes qui autoriseraient un passage public à pied si telle était la volonté de la Municipalité.

Les autorités, tous partis confondus, ont prêté serment pour être à l'écoute des attentes de leurs concitoyens et pour respecter et faire appliquer la loi.

Or, une loi existe depuis 1926. Elle a été précisée en 1957, puis confirmée dans la loi fédérale de 1979 qui mentionne «qu'il convient de tenir libres les bords des lacs et de faciliter au public l'accès aux rives et le passage le long de celles-ci».

Enfin, le plan directeur des rives du lac, entré en vigueur en 2000, prévoit en priorité le cheminement directement au bord du lac et «lie toutes les autorités avec un effet obligatoire pour celles-ci».

Pourtant cette loi est toujours bafouée. Surtout à Gland! **Patrick Uebelhart, président du comité référendaire, coprésident des Verts de Gland**

Plus d'excuses!

Le jugement du TC du 17 janvier 2012 - 19 jours avant la votation à Gland - rejette le recours de La Tourangelle et confirme ainsi la décision du canton d'augmenter la longueur de la servitude pour le passage public à toute la

Cheminement Le vote ne concerne qu'un tronçon

